



Déclaration à l'issue de la rencontre africaine et internationale des 23 et 24 septembre 2016 sur la COP22

Les records de chaleurs, dépassés tout au long de l'année 2016, et la succession de cyclones, d'ouragans, d'inondations, de feu de forêts, de sécheresse, nous rappellent que le changement climatique est une réalité, qui affecte d'ores et déjà des centaines de millions d'entre nous.

Nous, mouvements sociaux et organisations de la société civile, réunis dans toute notre diversité à Casablanca pour lancer la mobilisation en vue de la COP 22 qui se tiendra à Marrakech du 7 au 18 novembre prochains, réaffirmons ainsi notre détermination à agir pour maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5°C – conformément à l'engagement pris à Paris par l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement.

À l'issue de la COP21, nous nous étions de notre côté engagés à nous mobiliser, partout où cela serait nécessaire, pour que les lignes rouges d'un futur juste et vivables ne soient jamais franchies. Nous avons honoré et continuerons d'honorer notre promesse.

L'Afrique, hôte de la COP22, subit les conséquences les plus dramatiques et brutales du réchauffement : dégradation de l'environnement et des ressources naturelles, insécurité alimentaire, stress hydrique, augmentation de la pauvreté, risques sanitaires, déplacements massifs de population. Les Africaines et les Africains ne sont pourtant pas responsables du réchauffement. Notre engagement se fait par conséquent au nom de la justice – climatique, mais aussi sociale.

Nous entendons donc poursuivre nos mobilisations, pour :

- sortir de l'ère des combustibles fossiles, et accélérer la transition juste vers un futur 100% renouvelable
- défendre les droits humains et l'égalité réelle, contre toutes les formes de domination et d'oppression, qu'elles soient basées sur le genre, ou l'origine, etc.
- défendre l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, et lutter contre les fausses solutions qui dépossèdent les paysannes et les paysans de leurs terres
- reconnaître et réparer la dette écologique que les pays les plus industrialisés ont contracté vis-à-vis des pays les plus pauvres, et rompre avec le modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles
- garantir que les pays du Nord assument leur responsabilités, pour que nos communautés puissent s'adapter et faire face aux conséquences du réchauffement

Le temps presse : nous n'avons que quelques années pour préserver la possibilité d'un futur libéré du chaos climatique. Ensemble, nous devons faire de la COP22 une étape déterminante dans le renforcement du mouvement pour la justice climatique

Fait à Casablanca, le 24 septembre 2016, à l'issue de la rencontre internationale convoquée par la Coalition Marocaine pour la Justice Climatique